

منبر العامل
التونسي الجزائري المغربي
O TRABALHADOR
**unidade
lavoro**
işçinin gücü
YU RADNIK

LA TRIBUNE

*mensuel de la C.G.T.
pour les travailleurs immigrés*

SEPTEMBRE 1982 - N° 113

Prix : 2 F.

SPÉCIAL 41^e CONGRÈS C.G.T.

Lille, du 13 au 18 juin 1982



LA PAROLE AUX DÉLÉGUÉS

(Pages 3 à 10)

CITROËN :

LE PRINTEMPS DE LA DIGNITÉ

Ce premier semestre 1982 a connu une intense activité revendicative dans les usines de l'automobile.

Certes, ce n'était pas les premières luttes d'O.S. Ces dernières années, le mot d'ordre « NE PLUS ÊTRE O.S. A VIE » a retenti à l'occasion de nombreux conflits.

Que ce soient ceux de RENAULT, PEUGEOT et plus récemment CITROËN TALBOT, cela nous interpelle tous pour au moins deux raisons :

1) LES CONDITIONS DE TRAVAIL sur les chaînes, dans l'industrie automobile, se sont aggravées.

2) LE RECRUTEMENT DES O.S., LES STRUCTURES ET LES RAPPORTS HIÉRARCHIQUES.

A) Le recrutement :

- Un personnel non qualifié, docile du fait du chômage important.
- Une main-d'œuvre jeune (immigrés et femmes) sans expérience ouvrière.

B) Le gigantisme des installations.

C) L'encadrement - la répression.

Le patronat, n'ignorant pas le mécontentement que font naître de telles conditions de travail et profitant de cette main-d'œuvre maléable, a organisé et formé, pour éviter toute velléité, un encadrement dont la tâche est de surveiller plus que de jouer un rôle d'encadrement technique.

Comme cela ne paraissait pas suffisant, il a même conçu une hiérarchie parallèle, avec l'aide de la C.S.L. (ex C.F.T.) pour imposer un climat de **terreur**, conduisant chaque salarié à se taire.

C'est tout cela qui a été mis en cause dans les luttes des O.S. de CITROËN et TALBOT.

AU-DELA DES REVENDICATIONS A CARACTÈRE ÉCONOMIQUE : POUVOIR D'ACHAT, CONGÉS, CONDITIONS DE TRAVAIL, C'EST LE DROIT AU RESPECT, A LA DIGNITÉ HUMAINE, A LA LIBERTÉ QUI A ÉTÉ LE DÉTONATEUR DE CES MOUVEMENTS.

Les changements politiques intervenus en mai et juin 1981 ont, sans contestation possible, permis l'éclosion de cette colère et de cette exigence à vivre autrement.

Pour cela, ils se sont donnés une arme efficace : de puissants syndicats C.G.T. (plus de 3.000 adhésions).

Que ces luttes aient été le fait d'une majorité de travailleurs immigrés ne change en rien le fond du problème. Il ne s'agissait pas d'une rébellion d'immigrés, d'un combat religieux comme certains l'ont laissé entendre, mais d'une lutte de libération pour la dignité, la liberté, contre les racismes.

Pendant plusieurs semaines, les O.S. de CITROËN-TALBOT se sont affrontés dans

la grève au puissant groupe privé de l'automobile et à son officine la C.S.L. (ex C.F.T.).

La C.G.T., de longue date à l'écoute de leurs revendications, s'est trouvée, de ce fait, à leurs côtés, dès les premières heures. Les O.S. immigrés ne s'y sont pas trompés. Chaque jour informés, consultés par la C.G.T., ils ont eux-mêmes pris la direction de la grève, participant à toutes les manifestations, délégations, négociations. Ils ont aussi montré leur capacité à prendre en main leur destinée, leurs sens des responsabilités, leur volonté d'être des artisans du changement démocratique.

Dans ces luttes, relevant la tête, ils se sont retrouvés unis, une force invincible, face au système patronal C.S.L.-CITROËN-TALBOT que, des années durant, ils ont subi sans l'accepter.

Enfin libres, ils continuent aujourd'hui, leur lutte pour la mise en œuvre des recommandations du Médiateur et avancer dans la brèche qu'ils ont ouverte.

Pour mesurer ces acquis, il faut savoir :

- que chez CITROËN, comme chez TALBOT, une commission placée sous la responsabilité d'une personnalité désignée par le Ministère du Travail, est chargée de veiller au respect des droits et libertés syndicales et à la dignité de chacun

- que la direction est tenue de porter à la connaissance du personnel les grilles des salaires et tous les éléments mobiles de la rémunération, d'afficher les charges et cadences de travail et le nombre de salariés affectés à la chaîne

- qu'une commission est mise en place pour la formation professionnelle et le déroulement de carrière, sous la responsabilité d'un représentant du gouvernement, avec des spécialistes.

Cette moisson de succès est le fruit de la lutte des travailleurs O.S. immigrés, elle a été possible grâce à leur détermination et à la solidarité des travailleurs, des organisations de la C.G.T. qui ne leur a pas fait défaut.

Cette victoire, c'est aussi un coup porté à tous les racismes. Toutes les nationalités d'immigrés se sont retrouvées unies avec les travailleurs français. C'est la confirmation d'un grand principe de la C.G.T. : nous sommes tous d'une même classe ouvrière.

Le succès des O.S. de CITROËN-TALBOT témoigne des possibilités réelles de changer la vie, de battre le patronat de droit divin.

Jacques TREGARO

Membre du Bureau Fédéral de la Métallurgie



Mohamed DJEGHRI n'est plus

Au début du mois de juillet, nous apprenions la triste disparition de notre camarade Mohamed DJEGHRI, militant de la C.G.T. depuis une trentaine d'années.

Mohamed venait de nous quitter à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Mohamed a un passé de militant exemplaire : il restera une figure du mouvement syndical algérien et français.

Son attachement à la cause de l'indépendance de l'Algérie l'avait conduit à s'engager dans la résistance sur son sol natal au cours de laquelle il subit la répression colonialiste.

Élu à la Commission Administrative de la C.G.T., puis au Bureau de l'Union Départementale des Hauts-de-Seine, il milita activement au sein du Bureau National de la Main-d'Œuvre Immigrée et fut artisan inlassable de l'Union des Travailleurs Français et Immigrés.

Tout au long de son activité, il fit preuve d'un dévouement exemplaire et d'un attachement profond à la C.G.T.

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. a adressé un message à sa femme et à ses deux enfants renouvelant l'expression de ses meilleurs sentiments et ses plus fraternelles condoléances.

LA PEAU D'UN ARABE NE VAUT PAS CHER

Le racisme continue à sévir et à faire des victimes.

Mais quand donc s'arrêtera le racisme ?

En effet, depuis quelques mois, le racisme se manifeste à nouveau dans diverses régions de France. Quelques exemples le prouvent :

Scènes d'émeutes à Marseille avec les chauffeurs de taxi contre les maghrébins, près de Strasbourg un maghrébin tué, à Ajaccio deux maghrébins ont été assassinés en pleine rue par un homme en voiture et qui a pu prendre la fuite sans aucun danger pour lui, à Toulon des marchands ambulants sénégalais agressés par des vacanciers : 4 blessés. Nous pourrions ainsi prolonger, hélas, la liste.

Nous l'avons dit et redit, à la C.G.T. : c'est une situation intolérable et que nous ne l'accepterons jamais.

Les travailleurs doivent être vigilants dans cette dernière période. La droite, l'extrême droite et le patronat redoublent leur énergie pour freiner l'espoir de millions et de millions de travailleurs, au changement intervenu en France et aux réformes mises en place.

Ils essaient par tous les moyens et quelles que soient les méthodes employées. Pour diviser les travailleurs, français et immigrés, ils ne reculent devant rien, nous l'avons vu dans le passé.

En plus de l'exploitation la plus dure que subissent les travailleurs immigrés, ceux-ci continuent à être victimes du racisme. Le gouvernement doit mettre rapidement en œuvre la politique antiraciste qu'il a annoncée.

Décidément la peau d'un immigré arabe ne vaut pas cher.

Plus que jamais, il y a nécessité à ce que les travailleurs s'unissent, c'est la meilleure garantie pour faire reculer le racisme.

C'est le sens qu'a voulu donner le communiqué de la C.G.T. à l'occasion de l'anniversaire de la loi du 1^{er} juillet 1972, loi antiraciste (voir les deux articles dans *La Tribune* N° 111) :

— en demandant au gouvernement d'une part de tout mettre en œuvre pour arrêter et punir les racistes, l'application stricte de la loi du 1^{er} juillet et son amélioration

— en appelant toutes ses organisations, tous ses militants à se saisir du 10^e anniversaire de cette loi, pour développer une nouvelle campagne auprès des travailleurs français et de la population. Afin de renforcer avec encore plus de force les liens d'amitié et de solidarité avec les travailleurs immigrés et leurs familles, pour lutter ensemble contre le racisme. Mais que dans tous les cas cette lutte passe aussi par l'application de l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

Alors là l'immigré pourra retrouver sa véritable valeur et son véritable prix...

Boualem BENKHELOUF

Membre du Secrétariat National Immigration

La FTM/CGT vient d'éditer un livre sur la lutte de CITROËN-AULNAY :

« **CITROËN : LE PRINTEMPS DE LA DIGNITÉ** »

Nous vous invitons à le lire. On peut se le procurer, pour le prix de 35 francs, auprès de la :

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE C.G.T.
CASE 433 - 93514 MONTREUIL CEDEX

LE VISAGE DU CONGRÈS

1.767 délégués
831 ouvriers soit 48,5 %
358 employés privés et fonction publique soit ouvriers employés 70 % des participants
428 agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres, soit 25 %
Age moyen : 35 ans 1/2
40,8 viennent du secteur privé
38,5 de grandes entreprises de + 1.000 salariés
17,2 de grandes entreprises de + 500 à 1.000
37,6 représentant les entreprises de - 500

Les jeunes : 473 délégués ont moins de 30 ans,
Les femmes : 389 déléguées - 20 % de plus qu'au 40^e congrès,
Les immigrés sont 68,24 de plus qu'au 40^e congrès, soit 55 % de plus : 33 Maghrébins, 6 Espagnols, 8 Portugais, 8 Italiens, 13 de différentes nationalités (Turcs, Africains, etc.). 6 d'entre eux sont intervenus à la tribune.

Dimanche 13 juin, les 1.767 délégués, 52 secrétaires d'Unions Locales invitées, les membres du CCN soit 2.074 militants, auxquels s'ajoutent les représentants d'associations, syndicats, journalistes, ainsi que les membres des 78 délégations étrangères invitées au congrès, pénètrent dans l'immense salle du complexe de la Foire Internationale de Lille, et vont prendre place dans la salle du congrès, où se détache derrière la tribune en lettre blanche sur fond bleu le mot d'ordre du congrès :

**Réussir
avec la CGT
Tout dépend
de vous !**

C'est François Dumez, secrétaire général de l'UD qui souhaite la bienvenue aux congressistes, déclare ouverts les travaux du 41^e congrès et passe la parole à H. Krasucki pour le rapport d'ouverture.

NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.G.T.,

Henri KRASUCKI SUCCÈDE A Georges SÉGUY

Comme il l'avait demandé, Georges Séguy a quitté officiellement son poste de secrétaire général de la CGT pour être remplacé par Henri Krasucki, jusque là directeur de la Vie Ouvrière et secrétaire confédéral.

Le nouveau secrétaire général a rappelé devant le 41^e congrès le riche passé de Georges dans le mouvement syndical, dans la résistance, au camp de Mauthausen où il fut déporté à l'âge de 16 ans, puis à la fédération des cheminots et à la confédération.

Georges Séguy ne restera pas inactif pour autant, notamment comme président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale. Non sans émotion, il a salué le congrès en terminant par cette phrase : « LA CGT, C'EST BEAU ».



Puis tout au long de cette semaine, vont se succéder tour à tour à la tribune les 100 intervenants dans le débat, les rapporteurs des commissions mandats, du document d'orientation, du programme d'action, de la politique financière, et de la modification des statuts. Mais les temps forts auront été la soirée internationale, salut fraternel du congrès à nos frères de tous les continents ; la venue de 150 jeunes du CCJ qui montre bien comme le rappelait leur porte-parole : « que le jeune était au rendez-vous du 41^e congrès, oui nous sommes là aujourd'hui debout nous voulons décider avec la CGT. Le syndicat des jeunes et du changement. »

Mais l'émotion atteint son maximum lorsque pénètrent dans la salle les travailleurs immigrés de Citroën avec leur banderole où sont inscrits ces simples mots : « Avec la CGT on a GAGNÉ » et après l'intervention d'Akka GHAZI déclarant notamment : « Le couscous, le ricard, les cadeaux c'est fini pour les chefs ! La CSL à la poubelle, vive la liberté et la dignité, avec la CGT. »

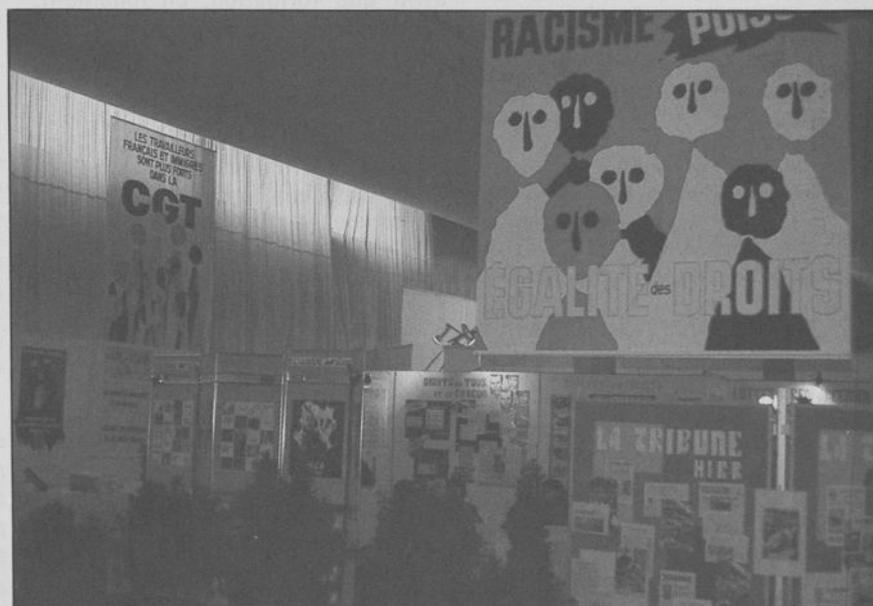
ON A GAGNÉ - HAYA CGT

repris d'une seule voix en français et en arabe par un congrès debout.

Puis le congrès rend hommage aux camarades qui quittent le Bureau confédéral : A. Allamy, L. Mascarello qui prononcera l'allocution de clôture et G. Séguy qui quitte sur sa demande sa responsabilité de secrétaire général.

Le congrès a élu la nouvelle commission exécutive de la CGT et le comité confédéral national a élu le nouveau bureau confédéral composé de 18 membres parmi lesquels le nouveau secrétaire général Henri Krasucki.

Ainsi le congrès s'achève, et quoi qu'en disent nos détracteurs il aura été un grand congrès marqué par un débat ouvert et sans précédent.



LE STAND DE LA TRIBUNE A CONNU UN GRAND SUCCÈS

Dans le hall de la Foire Internationale de Lille étaient installés de nombreux stands, expositions, et la presse confédérale avait toute sa place.

« LA TRIBUNE », journal de la CGT pour les travailleurs immigrés n'est pas passé inaperçue.

Une grande animation a régné dans le stand avec une exposition, la distribution du journal, de matériel, de documents, et la partie réservée aux activités de l'INCA-CGT-CGIL.

Une réception fut organisée à l'intention des représentants des centrales syndicales, renforçant ainsi le caractère international de l'immigration.

Nombreux furent les délégués immigrés et français qui vinrent saluer les camarades présents au stand, discuter de leurs problèmes et répondre aux interviews de Jean Bellanger.

Merci à tous les camarades qui se dépensent sans compter pour la réussite et l'animation du stand.

LA PAROLE AUX DÉLÉGUÉS

Plusieurs délégués immigrés se sont exprimés à la tribune du Congrès, mais de plus, le secteur confédéral de la Main-d'Œuvre Immigrée avait décidé de leur accorder plus largement la parole sous la forme d'interviews réalisées au stand de l'Immigration - La TRIBUNE, par le camarade Jean BELLANGER, membre du Bureau national C.G.T. Immigration.

Nous reproduisons dans ce numéro des extraits de ces interviews en nous excusant de ne pouvoir publier l'intégralité des déclarations de ces camarades. Cette initiative est une invitation au dialogue dans une C.G.T. vivante.

A suivre...

Abdalla MOUBINE

Marocain

C.E. CITROEN SAINT-OUEN (93)

AVEC LA CGT POUR LE CHANGEMENT DANS L'ENTREPRISE, MAIS AUSSI BIEN AU-DELA...

«Après les cinq semaines de conflit chez Citroën, nous mesurons la place que nous devons prendre. Je vois qu'il y a beaucoup d'immigrés qui participent au Congrès de la CGT, ou qui y sont invités. Ça c'est positif...»

Après la bagarre qu'il y a eu chez CITROEN et la victoire que vous avez obtenue, peux-tu nous dire quelques mots ?

«Quelques mots sur le conflit : la plupart des travailleurs, Français et immigrés, ont compris que le changement devait rentrer chez Citroën et la lutte a commencé à partir de janvier 1982. La CGT, c'est une organisation qui est toujours à côté des travailleurs et tous les responsables, soit du 93 ou du 92, ont été, pendant tout le conflit, avec nous sur le lieu de la grève, devant les portes et je remercie aussi les Municipalités de gauche : Aulnay, Levallois, Gennevilliers. La Municipalité d'Asnières, elle, a plutôt été contre la grève, elle a rassemblé des ouvriers à la Mairie pour briser la grève.»

«Maintenant, il règne un autre climat à l'intérieur de l'usine : climat de la dignité et de la solidarité entre les travailleurs immigrés et français.»

Et au niveau des adhésions ?

«Je peux dire qu'à Saint-Ouen, il y a eu presque 300 adhésions, 278 exactement. Les professionnels P1, P2, P3 adhèrent comme les O.S. Ce n'était donc pas seulement le mouvement des O.S.»

«Les travailleurs immigrés ne veulent plus être assistés, ils ne veulent plus être traités comme de jeunes garçons, c'est fini tout ça. Maintenant ils demandent à avoir des responsabilités à l'intérieur de

la CGT et à l'intérieur de la vie quotidienne. Ils demandent une formation syndicale, car les immigrés qui arrivent de leur pays d'origine n'ont pas de formation syndicale.»

Autrefois vous étiez ensemble, mais coupés de la C.G.T., coupés de la vie des Français. Il y a des travailleurs, pendant le conflit, qui ont crié « vivent les Français ».

«Oui, notre grève n'était pas contre les Français, c'était une grève pour défendre la dignité des travailleurs, quelle que soit leur nationalité.»

Au niveau de la formation pour le retour au pays, de la formation professionnelle ?

«Pour la plupart des jeunes, le retour c'est quelque chose de douteux, ils n'arrivent pas à admettre qu'un jour ce sera possible. Moi, cela fait dix ans que je suis ici. Je me dis toujours que je vais retourner au pays, mais je suis toujours là.»

«Il faut que l'on arrête la venue des immigrés, que l'on donne à ceux qui sont ici les moyens pour avoir une formation, un logement, tout ce qu'il faut pour mener une vie convenable en France.»

«Je suis pour la diversité des langues et de représentation des délégués à l'intérieur de la Commission de l'Immigration de la CGT, car dans votre stand il y a la Tunisie, la Turquie, l'Algérie, la Yougoslavie, l'Espagne, le Maroc... C'est très bien.»

Abdeslem BEN SALEM

Tunisien

Syndicat National des Entreprises de Travail Temporaire Martiniquaise

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DE L'INTERIEUR VEULENT AUSSI LE CHANGEMENT !

«L'intérim s'est développé après 68, le gouvernement et le patronat de l'époque ont développé le travail temporaire pour briser et casser les luttes des travailleurs et leurs acquis, pour créer un problème entre travailleurs. Il y a 200.000 intérimaires qui travaillent tous les jours. Les profits : en 1978, 8 milliards de francs ; en 1980, ils sont passés à 14 milliards de francs.»

En quoi les intérimaires sous Giscard ont favorisé le gâchis ?

«Dans la période précédente, quand il y avait des luttes, l'intérimaire ne bougeait pas parce qu'il craignait le chômage. Aujourd'hui, le changement pour les intérimaires est trop lent.»

«Ce que nous voulons, c'est le

droit syndical. Par exemple, 90 % de nos délégués ont été licenciés.»

«Nous pensons que le 41^e Congrès doit être l'occasion de réaffirmer notre position de fond, à savoir la suppression des entreprises de travail temporaire. La CGT, Syndicat des Intérimaires, souhaite, avec l'ensemble de la CGT, la suppression de tous les emplois précaires, donc la suppression des intérimaires, mais pour l'instant ils sont là et il s'agit de les organiser, de répondre aux revendications qui aujourd'hui se font jour dans le Syndicat Intérimaire.»

AIT TAHAR

Algérien

ELECTROLUX - REIMS

« TRAVAILLE ET TAIS-TOI », « TU NE PEUX PAS ETRE DELEGUE CGT ! »

«Je suis délégué du personnel chez Electrolux depuis deux ans et je suis secrétaire à l'Immigration à l'Union Départementale CGT de la Marne.»

«J'ai rencontré beaucoup de difficultés la première année que je me suis présenté comme délégué du personnel. On m'a reproché d'être un Arabe, que ce n'était pas ma place d'être délégué du personnel, mais tout cela il vaut mieux l'oublier. Une camarade de la CGT m'a même agressé en ces termes : «Vous pouvez être délégué du personnel, vous pouvez militer chez vous, mais pas ici en France.»

Délégué du personnel, avec quelques difficultés au départ, mais je suppose que tu as bien fait ton travail de délégué, que tu as été admis, puisque maintenant tu as une responsabilité à l'Union départementale ?

«Oui, à l'intérieur même de l'entreprise il y a des suppléants qui ne prennent pas des heures sur moi.



ils me les laissent parce qu'ils savent que j'ai beaucoup de travail. Quand je suis obligé de m'absenter, aucun ne trouve d'objection, parce qu'à la CGT on admet bien mes responsabilités sur l'immigration.»

Salem SADI OUFELLA

Algérien

SACILOR (Métaux)

LA CGT N'A PAS DE FRONTIERES

«J'ai été choisi par mon Syndicat sans aucune différence, j'ai été choisi parce que je suis nouveau, un jeune délégué cette année. C'est mon premier mandat. L'occasion d'approfondir mes connaissances, de lutter, beaucoup plus que je ne l'ai fait, avec la CGT.»

Oussalah LAHCHEM

Marocain

CITROEN AULNAY (93)
(Agent qualifié au montage de la Visa)

LES TRAVAILLEURS AUJOURD'HUI, RELEVENT LA TETE, CSL A LA POUBELLE, CGT LIBERTE

«Depuis que je suis chez Citroën, je n'ai jamais vu un gars de la CSL qui défendait un travailleur, Français ou immigré.»

C'est peut-être pour cela que l'on vous a entendu crier comme slogan à Aulnay et dans les rues de Paris : «C.S.L. à la poubelle, C.G.T. Syndicat de Liberté.»

«Avec la CGT on a gagné. Aujourd'hui la lutte continue à l'intérieur... Il y a des drapeaux CGT chaque 15 mètres. Tous les travailleurs ont relevé la tête.»

«C'est plus intéressant, on voit tous les commandos de la CSL et

les chefs. Ça leur fait mal au cœur, il y a même un chef qui m'a demandé de récupérer tous les drapeaux de la CGT car «ici c'est un atelier où l'on travaille, pas un cirque.»

Dans la dernière manifestation que nous avons faite dans les rues de Paris, vous avez crié : « LES VRAIS TRAVAILLEURS, C'EST NOUS » ?

«Cela veut dire que c'est nous qui travaillons sur les chaînes, qui produisons la G.S., la Visa. Les gars et les patrons qui ont manifesté contre nous, sont des gars à J. Chirac. Aucun travailleur, vrai travailleur (par vrai travailleur, il faut entendre salarié à la production par opposition au personnel d'encadrement souvent « agents de secteurs » de la CSL, comme le dit LAHCHEM) de chez Citroën dans cette manifestation. Ce sont des gens qui viennent de la province, que le patron a achetés. Il y a même des chefs d'équipe qui ont été voir des camarades à moi à leur domicile en leur disant : «vous venez manifester avec nous et on vous donne 1.000,00 F chacun pour une seule journée». C'est comme cela qu'ils organisent, mais ils n'y sont pas arrivés. Tout de suite, les camarades ont compris.»

Rose Aimée DACLINAT

Martiniquaise

Ports et Docks

AVEC LA CGT, ON LUTTE BEAUCOUP

«Je travaille à l'hôpital Henri Mondor dans le Val de Marne. Nous sommes tous immigrés à l'hôpital, dont beaucoup de femmes. Avec la CGT, nous avons beaucoup lutté, et avons obtenu beaucoup de choses, par exemple : le dimanche payé à 100 %.»

Patrick DARRE

Français

Secrétaire Général USTM (93)

LE CONFLIT CITROEN : LA RENCONTRE DES OS DANS L'AFFRONTMENT DE CLASSES

«Le conflit Citroën, c'est du jamais vu dans notre pays. Il y a 5 points essentiels à retenir dans ce conflit.»

1) Il y a l'importance politique qu'il revêt : la rentrée des O.S. dans l'affrontement de classes. Comme le disait H. KRASUCKI dans son rapport d'ouverture au Congrès, c'est bien le capital qui, dans sa période d'expansion, a fait venir les O.S. dans notre pays pour des impératifs de production, mais également pour peser sur les revendications de la classe ouvrière

du pays. En se basant sur l'expérience de cette classe ouvrière, contribuer à la surexploitation simultanée des travailleurs immigrés et français.

2) Ce conflit a été possible et conduit dans une situation bien donnée, c'est-à-dire la France d'après le 10 mai. Il a été possible, d'abord parce que les travailleurs immigrés se trouvaient placés dans une situation d'égalité, si on peut dire, avec leurs homologues français, pour pouvoir revendiquer leurs droits à l'intérieur de l'entreprise. Ils n'avaient plus la peur de se faire expulser, la peur de se retrouver dans l'illégalité. Le Ministère du Travail a placé sous sa protection en quelque sorte les candidats de la CGT aux élections professionnelles. Ce qui a permis de retrouver le sentiment d'une légalité de la lutte des travailleurs pour leurs justes revendications. Il y a eu également un certain nombre d'appuis, d'appuis politiques, l'intervention des élus de la nouvelle majorité. L'attitude des forces de police a été fondamentalement différente de celle qu'elle aurait pu être avant le 10 mai.

3) Un événement aussi véritablement essentiel, c'est l'unité des travailleurs dans cette lutte. Il y a des travailleurs qui, avant ce conflit, ne se connaissaient qu'à peine ou pas. En effet, cette entreprise moderne, immense, cloisonnée, est étudiée pour empêcher toute évolution sociale, toute communication. Leur unité s'est cristallisée au travers de leur adhésion massive à la CGT. La CGT qui était le seul syndicat apparaissant comme responsable et déterminé à défendre véritablement leurs intérêts, puisque c'est le seul qui, durant toute la période précédente, s'était opposé à la politique de la direction.

Cette unité des travailleurs, je le répète, cristallisée à travers et autour de l'adhésion à la CGT, a été préservée malgré des tas de manœuvres, des manœuvres venant d'autres organisations syndicales, par exemple la CFDT qui a cherché à plusieurs reprises à récupérer ce mouvement à son profit. Il a été nécessaire d'élargir à un certain moment le rapport de force et de rallier d'autres forces sociales autour de la CGT pour isoler la direction et la CSL.

4) Cette lutte a été un grand apprentissage pour nous tous, mais surtout pour les travailleurs qui l'ont menée, puisque c'était pour la plupart leur première grande lutte, et ce n'était pas facile. Ils ont découvert ce qu'était la lutte des classes, ce qu'elle pouvait apporter et ce qu'elle avait d'enthousiasmant, dans le sens où les travailleurs pour la première fois mesuraient leur force, mais en même temps ils ont découvert les difficultés liées à leur nombre et la nécessité d'avoir des positions communes. C'est la pratique de la démocratie qui a permis de souder

les travailleurs, de maintenir les travailleurs soudés, une démocratie articulée à partir des sentiments éprouvés par les travailleurs, les sentiments de dignité, de responsabilité, etc... qui tournent autour de leur vie, de leurs coutumes et de leur façon de vivre.

5) Ça a été la victoire de toute la CGT.

Dès le début, la CGT a engagé sur le département l'ensemble des forces dont elle disposait pour soutenir les camarades de chez Citroën, depuis l'Union Locale jusqu'à la Confédération. Toutes les structures de la CGT y ont trouvé leur place. Ensuite, ce fut l'ensemble du mouvement ouvrier au travers de la solidarité financière ; les municipalités de gauche, dont la plupart sont dirigées par des maires communistes, ont consenti un effort considérable pour fournir notamment un millier de repas par jour, assurer le transport par car, etc... pour nos camarades. Forts de cette victoire, aujourd'hui on prépare l'avenir et les élections la semaine prochaine. Je pense que ce sera un grand succès.»

Et, de fait, ce fut un grand succès de la CGT avec un saut de plus de 50 %, devenant majoritaire.

Mohamed ASSOUI

Marocain

Fédération de la Chimie

PRENDRE UNE DIMENSION INTERNATIONALE ET... BATTRE LES MONOPOLES ET LE CAPITALISME LA OU ILS SE TROUVENT

«Je travaille dans une entreprise de pneumatiques, je fais parti de la commission M.O.I., et au niveau fédéral. Le 10 mai est une date historique pour les travailleurs français, elle est aussi une date historique pour les travailleurs immigrés.»

Cette liberté que nous attendions depuis longtemps nous a permis à nous autres, de lutter la tête haute, donc elle nous permet aussi, aux uns et aux autres, disons les Français et les immigrés, de combattre ensemble le capitalisme.

Les nouvelles mesures prises en faveur des immigrés peuvent contribuer à une bonne entente entre nous.

Nous, les militants immigrés, nous sommes convaincus qu'avec la CGT, l'action et la vie syndicale ne peuvent être harmonieuses et efficaces que dans la mesure où elles prendront davantage une dimension internationale avec un seul objectif : battre les monopoles et le capitalisme là où ils se trouvent.

Les capitalistes se sont servis du fruit de notre travail en l'exportant pour faire un super-profit,

il est temps pour nous aussi d'exporter notre savoir-faire et le fruit de notre syndicalisme pour contribuer à toutes les actions qui visent à faire reculer les multinationales.

Il y a certains Français qui disent que ces immigrés n'ont rien à faire chez nous, il faut les renvoyer dans leur pays d'origine, bon, on va retourner dans notre pays d'origine, mais on va travailler chez le même patron, il ne faut pas oublier que Rhône Poulenc, les multinationales, les grandes entreprises, entre autres, sont implantées chez nous. Donc, si on nous renvoie chez nous, on va travailler pour les mêmes entreprises, ce qui fait qu'ici il va y avoir une aggravation du chômage et chez nous les gens vont de plus en plus désertir la campagne pour aller travailler dans les entreprises, ce qui va aboutir à l'asphyxie de notre agriculture, donc au lieu d'aller vers une situation meilleure, on va aller vers une situation apocalyptique.

Je voudrais poser une question : est-ce qu'il est honteux de voir un responsable immigré capable d'être à la direction d'un syndicat ? »

Abdelatif ANTAR

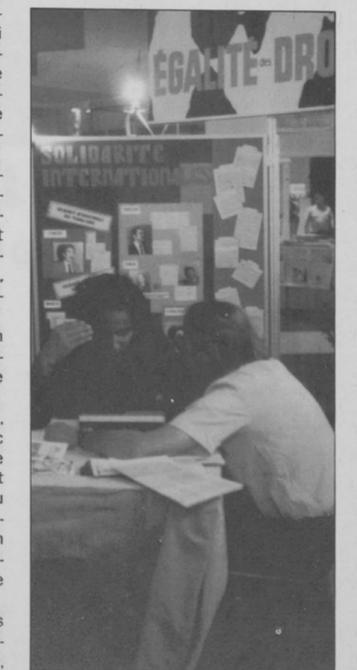
Marocain

Fédération agro-alimentaire

LA CGT, C'EST NOUS... DEVENIR PLUS RESPONSABLE

«C'est la première fois que j'assiste au Congrès Confédéral, pour moi c'est un grand honneur qu'un travailleur immigré comme moi puisse y assister vraiment et prendre ses responsabilités au niveau de la CGT.»

Ce que je peux te dire, camarade, c'est que la CGT c'est nous. «Tout dépend de vous», ça veut dire tout dépend de nous. Que les camarades immigrés y aient toute



leur place, même au Bureau Confédéral et même au niveau des Bureaux Fédéraux, il n'y a pas assez d'immigrés qui ont des responsabilités ».

Et toi, qu'as-tu comme responsabilités ?

« Je suis délégué syndical, membre de la Commission Exécutive Départementale et après les vacances je commencerai au Bureau Fédéral au niveau de l'Immigration ».

Emilio THOMAS

Français

Secrétaire de l'Union Locale de DRANCY (93)

Michel BENTOLILA

Français

Français
Union Locale de SAINT-OUEN (93)

LA CONNAISSANCE DU TERRAIN, C'EST INDISPENSABLE POUR UN SECRÉTAIRE D'UNION LOCALE

Emilio fait part de son expérience comme secrétaire d'union locale dans une lutte de la construction ferroviaire « DIOU » ; Michel, de sa réflexion à partir de la lutte des Citroën de St-Ouen.

EMILIO

« La lutte des travailleurs de chez Citroën, c'est d'une part pour la défense de leurs revendications, mais d'autre part, c'était aussi la défense du potentiel industriel, c'est-à-dire l'outil de production.

Nous avons réussi à mettre en échec la direction sur cette politique de démantèlement, d'austérité, de remise en cause des acquis sociaux. Citroën en est une démonstration. Pour d'une part mener la lutte, mais aussi pour le renforcement de la CGT. Il y a eu près de 300 adhésions à Saint-Ouen.

On disait, oui, chez Citroën, il y a des immigrés, mais quel était notre travail spécifique par rapport à eux pendant des années ; aujourd'hui, il faut bien que l'on change nos méthodes de travail, ces 300 camarades immigrés, comment on va prendre en compte leurs besoins pour l'avenir, il n'y a pas de solution toute faite ».

MICHEL

« Cela a révélé la capacité de lutte des travailleurs immigrés et ça nous montre aussi qu'il faudrait une plus grande connaissance du terrain, donc une réflexion particulière.

J'ai été sacrément surpris de la volonté de lutte de ces camarades. Je vais te donner un exemple : chez Citroën, il n'y a pas de locaux syndicaux, on les a gagnés dans la lutte, mais ils ne sont pas encore concrètement attribués à chaque organisation syndicale.

On doit donc faire nos réunions de syndiqués à l'extérieur de l'entreprise, à l'Union Locale, qui se trouve à plus d'un kilomètre de l'entreprise. Eh bien, près de 90 % de nos syndiqués se sont rendus de l'entreprise à l'Union Locale pour participer à ces discussions ».

Allah AMOUFAKIR

Marocain

LA COURNEUVE (93)

Michel

JEUNES PRIS ENTRE DEUX CULTURES...

LA PAIX AU LIBAN...

Nous avons eu tout à l'heure une délégation très importante de jeunes qui sont venus saluer le congrès, cela a été un des moments les plus émouvants de ce congrès.

« Je suis en France depuis 1962, j'ai une éducation qui est beaucoup plus imprégnée de mentalité française que marocaine ; malheureusement, quand je vais au Maroc, ou quand je réside en France, je suis rejeté plus ou moins des deux côtés.

On entend souvent dire que l'amour n'a pas de frontières, j'ajouterais aussi que la lutte n'a pas de frontières.

Malheureusement, on est rejeté parce que l'on ne parle pas tellement bien l'arabe, on n'a pas, à la limite, la masse de culture qui est là-bas ».

Tu m'as dit tous les aspects négatifs qu'il pouvait y avoir par rapport à la double culture, en fin le tiraillement, est-ce que tu vois des éléments positifs à souligner ?

« Je vois personnellement un élément positif et qui a été à la tête des affiches ces derniers temps, l'événement de Citroën. J'ai à mettre en avant qu'ils se sont très bien défendus et qu'ils ont réussi à prouver, au niveau de la France, qu'ils pouvaient défendre leurs conditions de vie, de travail, leurs salaires, leur dignité, avec leurs mots, leur culture à eux. La diversité des ethnies, loin de diviser, fut un démultiplicateur pour la lutte... et la victoire.

Par rapport à ce qui se passe au Liban, le gouvernement israélien, actuellement, procède plus ou moins, de la même façon que ce qui s'est passé vis-à-vis d'eux pendant la guerre de 39-45 ; tout cela est une mauvaise voie pour la paix, pour le monde.

Le fait que je sois d'origine musulmane, je me sens mobilisé, je me sens vraiment proche du peuple palestinien.

Disons qu'en France, quand on a le teint mat, on est gênant. Tunisien, Marocain, Algérien ou du moins l'Afrique en général, on se sent rejeté, parfois on a l'impression, à la limite, d'être opprimé, c'est vrai dans certains cas on est opprimé et, en fonction de tout cela, je me sens très proche du peuple palestinien ».

Michel DEBAR

Français et Algérien

Michel, 26 ans, tu es d'origine algérienne et tu m'as dit : « je suis français, mais je suis d'origine algérienne » ? ? ?

« Dans la lutte, on est tous pareils, dans le travail nous sommes tous au même niveau, il n'y a pas de différence, et je trouve qu'on a la même valeur, personnellement et pour la CGT surtout ».

« Au niveau des jeunes, on a de très bons rapports ».

Ben Sallah LARBI

Tunisien

A TRAVERS UNE VIE BALLOTEE, UN ENGAGEMENT SANS EQUIVOQUE POUR QUE ÇA CHANGE

Ben Sallah, tu es d'origine tunisienne, tu étais avec les jeunes qui ont été ovationnés au congrès, c'est toi qui as remis le cadeau à Georges SÉ-GUY.

« Je suis arrivé en France à l'âge de trois ans, j'ai été à la maternelle... Le père a voulu rentrer au pays, ça n'a pas marché, vu l'âge, j'ai une éducation française. Je suis revenu en France. Je ne connaissais pas l'arabe, il fallait que je recommence à zéro. Je suis donc rentré en France et on m'a mis dans une école de transition.

Mon père a toujours été syndicaliste, politiquement, il a toujours été de gauche, il était communiste - pas de problème - il ne m'a jamais obligé à être ni coco, ni syndicaliste, je l'ai fait de mon plein gré, avec ce que j'ai vécu.

J'ai été apprenti chez ALSTHOM. Maintenant, le gars qui se dit « sympathisant à la CGT » je sais quoi lui répondre. Pour moi, il n'y a pas de sympathisant, soit que tu es dedans, soit que tu es dehors. Je n'ai pas eu de difficultés à m'insérer dans un syndicat local. J'y ai toute ma place et la section syndicale ne l'a pas regretté. Au début, on craignait les jeunes, il faut mettre les choses au point, le 41^e Congrès c'est quelque chose d'extraordinaire, quand on mise sur les jeunes. Il faut dire ce qui est, il y a un renforcement de la jeunesse. On croit en les jeunes, on leur donne des tâches.

La jeunesse, ce n'est pas ce que disait la droite, ce ne sont pas des « mecs cons » qui étaient accablés, qui ne savaient pas quoi faire et rejetés de la société, non, non, les jeunes sont capables de prendre des responsabilités et de les assumer ».

Geneviève

Française

USINOR - EPINAY (93)

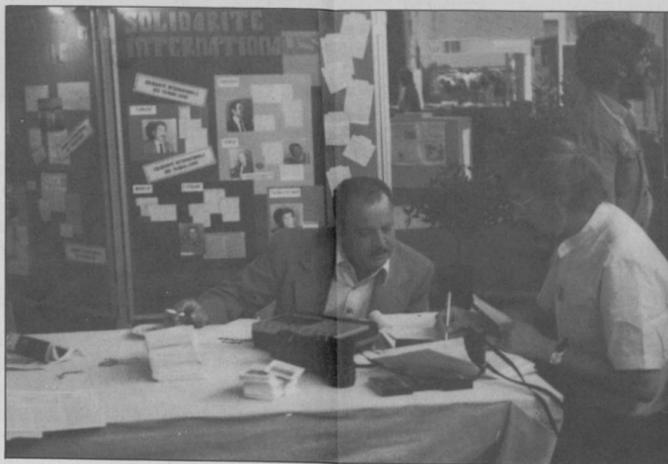
EMPLOYES, TRAVAILLEURS IMMIGRES, MEME COMBAT

« Les ouvriers de notre entreprise représentent 60 % de nos syndiqués, 50 % des travailleurs de l'entreprise ».

Au niveau de l'organisation syndicale, vous arrivez à vous concerter pour avoir des objectifs communs ?

« Bien sûr, cela a été le cas pour les 35 heures et la cinquième semaine, où l'on a, tous ensemble, Français, immigrés, employés, débattus ».

Bien sûr, par rapport à la cinquième semaine, les revendications étaient différentes de nous, puisqu'ils veulent la prendre en même temps que leur congé principal, mais la lutte on l'a faite ensemble, employés immigrés ».



des milliers et des milliers de travailleurs immigrés sont mariés avec des Françaises et puis des Français avec des travailleuses immigrées, et politiquement, on pourra dire qu'ils ont été des milliers à voter à gauche.

Donc, après le 10 Mai, pour les travailleurs immigrés, le ciel est plus bleu qu'aparavant. Ils se sentent plus sûrs, ça veut dire moins menacés, ils ont acquis de nouveaux droits, mais ce n'est pas suffisant à mon avis. Le 8 décembre auront lieu les élections prudentes. De ce côté là, il n'y a rien de changé parce qu'avant le 10 Mai, les travailleurs immigrés pouvaient voter, mais ils ne pouvaient pas être élus, et ce problème se pose encore, à moins qu'il y ait quelque chose de changé à l'occasion des élections de la Sécurité sociale, car ce sont des problèmes sociaux dont les travailleurs immigrés ne sauraient être tenus à l'écart.

Nous nous battons sur le terrain comme nous l'avons fait hier, nous le ferons aujourd'hui afin que le changement réussisse ».

Didier CAROFF

Français

Services Sociaux Hauts-de-Seine
Français

Christian FIANDINI

Français

Union Syndicale Construction
Hauts-de-Seine

LE LOGEMENT ET LE CADRE DE VIE

CHRISTIAN

On assiste actuellement au niveau du logement des travailleurs immigrés à ce qu'ils soient surtout logés par les Municipalités d'Union Démocratique, ce qui pose un problème à un moment donné, quand on voit ce qui se passe dans les Municipalités de droite comme par exemple Neuilly, Courbevoie ou Puteaux, pour ne citer que celles-là, où là c'est carrément le désert par rapport à l'immigration.

Il faut résoudre le problème du logement, aussi bien des travailleurs immigrés que de l'ensemble des travailleurs et travailleuses de France, l'effort qu'il y a à faire c'est de diversifier le logement dans ces différentes

Municipalités, c'est là que se trouve le nœud du problème.

Le deuxième problème est le rôle du patronat et l'utilisation du 1 % au logement, je prends l'exemple de chez Bouygues dans les Hauts-de-Seine où les travailleurs n'ont absolument pas leur mot à dire sur le logement.

Dans les Hauts-de-Seine, certaines Municipalités ont fait plus d'efforts dans ce domaine : construction de foyers pour travailleurs immigrés célibataires. Célibataires ? C'est faux, car beaucoup sont mariés, la famille étant restée au pays.

Aussi, on assiste à la création de ghettos créés par cette majorité de droite au niveau du Conseil Général des Hauts-de-Seine.

DIDIER

En ce qui concerne notre activité en direction du logement et, plus généralement sur le cadre de vie : on ne pourra pas résoudre ces questions et apporter une réponse aux besoins des populations sans prendre en compte toutes les populations concernées par les questions du logement et du cadre de vie.

C'est vrai pour le logement, c'est vrai aussi, et ça peut paraître d'une logique certaine, sur les questions du sport, des équipements collectifs.

C'est une démarche, une réflexion qui a déjà été apportée lors du Colloque sur le logement en février 1981. Réflexion qui se poursuit en collaboration avec le secteur de la Main-d'Œuvre Immigrée, mais qui doit inévitablement après le 41^e Congrès, se poursuivre et se concrétiser dans la vie, par une meilleure prise en compte dans nos organisations sur le terrain.

Said BAREK

STAINS (93)

L'ACCUEIL DANS LES PREFECTURES

Par rapport au travail, il n'y a presque rien de changé vis-à-vis des immigrés, ainsi qu'en ce qui concerne l'Administration pour le renouvellement des papiers.

Benoit KOUPOGBE

Togolais - Lyon

NE PAS SEULEMENT DISTRIBUER DES TRACTS

« Avant de venir ici, j'ai fait des débats dans des entreprises, j'ai écouté, entendu beaucoup de travailleurs immigrés qui préciseraient qu'il faudrait que beaucoup de choses changent pour eux.

Le 10 mai doit profiter à leurs enfants, à leurs familles, au niveau de l'école, dans le quartier où ils vivent, dans la résidence.

Il y a un effort à faire : un immigré ne sera pas seulement un militant pour distribuer les tracts dans les entreprises, aller seulement aux manifestations, mais construire toute sa place dans les structures de la C.G.T. ».

Serge ROME

Français

Français
UGICT - Union Locale de la Défense

LES ENTREPRISES DE NETTOYAGE DE LA DEFENSE

« L'année dernière, chez ONET, entreprise de nettoyage bien connue, plus de 2 000 salariés dans toute la France, des camarades sont venus contacter l'Union Locale pour dire : « On en a marre de notre situation, on voudrait créer une section syndicale ».

Une grève importante s'est déroulée qui a duré 5 semaines. Ils se sont mis en grève le 3 mai et là, l'Union Locale a participé activement à leur mouvement, et à partir de là, on a réussi à prendre un peu plus conscience de ce que représentaient les travailleurs immigrés de « la Défense »... Le millier de salariés les plus exploités que l'on a à « La Défense ».

Ils se sont mis en grève pour leurs revendications, leur dignité de travailleurs. Les patrons de l'automobile, avec leur CSL et leurs méthodes patronales violentes, sont bien connus, mais il me semble, d'après ce que nous en avons découvert au niveau de l'Union Locale, que les patrons du nettoyage, on peut les appeler les négriers des temps modernes.

L'Union Locale a aidé à l'ouverture de négociations, elle a organisé la solidarité sur le site de « La Défense ». Solidarité d'une part par la diffusion de deux tracts expliquant la pourquoi de la grève, 6 000 exemplaires chacun ; elle a organisé un rassemblement devant l'agence ONET de Courbevoie.

Je donnerai juste un exemple, celui de FRAMATON où, dans ses entreprises, 3 500 salariés pour l'ensemble, des cadres et des ingénieurs, ont organisé une collecte où il a été recueilli, en même temps pour CITROËN, plus de 1 800 F ; donc, cela nous est apparu comme étant une bonne réaction des ingénieurs, cadres et techniciens de « La Défense », intéressés par rapport au mouvement revendicatif de ces nettoyeurs.

Le mouvement a été suivi avec une grande sympathie dans « La Défense ». Et cela, malgré une



tentative du maire de Courbevoie que l'on connaît pour ses positions anti-syndicales et je dirai même anti-travailleurs immigrés ».

Les jeunes de la Chimie

NATHALIE, CELIA, ALAIN...

TABLE RONDE AU STAND DE « LA TRIBUNE » SUR LE RACISME ET LA LUTTE

CELIA

« C'était un copain immigré qui avait refusé de balayer le magasin... Ce copain avait tout à fait le droit de refuser, mais la réaction de son chef de service a été : « Si tu n'es pas content, je te foutrai un coup de pied au ... pour rentrer plus vite chez toi ». Je trouve que c'est inadmissible de dire ça à un immigré, il était dans son droit, ce n'était pas spécifié qu'il devait faire ça. Je suis intervenue tout de suite en disant que c'était du racisme, et qu'il ne se permettrait jamais de dire ça à un Français.

Après gain de cause, il s'est excusé, mais je trouve quand même, après excuses, que ce n'est pas des mots à dire.

Les copains, par la suite, étaient contents ».

NATHALIE

« On a eu un problème au dernier stage jeunes, organisé par le Centre Confédéral de la Jeunesse, il y a eu un débat sur le racisme. On a vu que même à l'intérieur des jeunes cégétistes, il y avait d'énormes différences entre les jeunes, on ne peut pas appeler ça du racisme, mais il y a des rejets, des idées ancrées, ils n'en démordaient pas, il n'y avait rien à faire, du genre « du travail pour les Français, pour les immigrés après ».

Quand on est tout petit, déjà on nous dit : « Il ne faut pas fréquenter celui-là », je pense que c'est déjà ce que l'on nous inculque dès le départ qui joue ensuite.

La C.G.T. ne veut pas creuser un trou, parce que déjà quand tu différencies, ce n'est pas bon.

Les copains immigrés sont dans les luttes, ils ont envie de participer vraiment, c'est formidable, ils ont envie de s'intégrer dans le mouvement syndical, la C.G.T. ne fait pas de différences.

La C.G.T. c'est toi, ça veut dire que ça englobe tout le monde et c'est formidable de pouvoir dire la C.G.T., c'est toi. On ne fait pas de différence. C'est super.

Regarde les travailleurs immigrés, ils sont contre la cadence, ils s'expriment, avant c'était le travailleur « courbe ton dos et tais-toi », on ne leur demandait plus rien. Maintenant, ils veulent s'exprimer « y'en a ras le bol des cadences, ras le bol des salaires minables ». Il faut se dire que leurs propres enfants prendront la relève, mais moi, je veux combattre, je ne veux pas connaître ce qui s'est passé avec mon père ou ma mère ».

OS IMIGRANTES E O 41º CONGRESSO DA CGT

O 41º Congresso confederal da CGT foi um acontecimento marcante após as mudanças históricas e Maio de Junho de 1981.

Os problemas dos imigrantes foram uma parte integrante dos trabalhos do congresso. Com efeito os imigrantes travaram grandes lutas nas fábricas de automóveis, na construção civil, na agricultura, na indústria química, etc... e que mais de dez mil de entre eles deram a sua adesão a CGT nos últimos meses.

Um dos pontos altos do congresso foi a visita de uma delegação dos trabalhadores da fábrica de automóveis CITROËN, na maioria imigrantes. Ele foi marcado também pelas numerosas intervenções durante os trabalhos assim como pelo stand da imigração.

As reivindicações gerais inscritas no programa de ação adoptado pelo congresso interessam aos imigrantes. Mas as suas reivindicações específicas foram aceites, assim como os trabalhos da 5ª Conferência Nacional da CGT sobre os problemas da Imigração que teve lugar em Novembro de 1981.

Os cinco militantes imigrados eleitos pelo Congresso para a comissão executiva desempenharão o seu papel em igualdade de direitos com os outros membros da comissão.

Agora é necessário fazer entrar na vida de todos os dias as decisões tomadas no 41º Congresso e de lutar consequentemente para o êxito das Mudanças em França; contra os patrões e a direita, para que o governo se dê os meios necessários de levar a cabo a sua política de imigração anunciada, social, progressista, anti-racista, pela igualdade de direitos a dignidade e bem estar.

IL 41.MO CONGRESSO DELLA CGT E GLI IMMIGRATI

Dopo gli storici mutamenti del maggio e giugno 1981, il 41.mo Congresso Confederale della C.G.T. è certamente stato uno dei maggiori avvenimenti.

I problemi degli immigrati hanno trovato largo spazio, considerato anche le lotte importanti condotte nei settori dell'industria automobilistica, delle costruzioni, dell'agricoltura e della chimica e le 10.000 adesioni alla C.G.T. che si sono registrate negli ultimi mesi.

I lavori del Congresso sono stati marcati dalla presenza di una delegazione dei lavoratori della CITROËN a maggioranza immigrati, dai diversi interventi alla tribuna e dallo stand immigrazione.

Tutte le rivendicazioni di carattere generale contenute nel programma rivendicativo adottato dal Congresso interessano gli immigrati, ma le rivendicazioni specifiche sono state egualmente prese in conto, come pure i lavori della Vª Conferenza Nazionale della C.G.T. sui problemi dell'immigrazione del novembre 1981.

I cinque compagni eletti alla Commissione Esecutiva confederale adempiranno ai loro compiti in piena parità con gli altri membri. Si tratti ora di attuare le decisioni adottate dal 41.mo Congresso e di lottare per la riuscita del cambiamento contro l'opposizione della destra e del padronato, e perché il Governo si dia i mezzi per realizzare pienamente la politica dell'immigrazione già annunciata: sociale, progressista, anti-razzista, per l'aguaglianza dei diritti e per il rispetto della dignità di questi lavoratori.



CGT nin 41. KONGRESİNDE GÖÇMEN EMEKÇİLER

CGT nin 41. Konfederal Kongresi, Mayıs-Haziran 1981 deki tarihi değişimlerden bir yıl sonra önemli bir olaydı.

Göçmen emekçilerin sorunları kongrede gerekli yeri aldı. Büyük otomobil fabrikalarında, inşaat şantiyelerinde, tarımda, kimya'da... önemli mücadeleler vermişlerdi. Son anlarda da aralarından 10 bin kişi CGT'ye üye olmuştu.

Kongre, CITROËN emekçilerinden çoğunluğu göçmenlerden oluşan kalabalık bir heyetin selamlamaya gelişinden etkilendi. Aynı şekilde kürsüden yapılan konuşmalarla etkilendi.

Kongre tarafından onaylanan Eylem Programında yer alan tüm genel istemler göçmen emekçileri yakından ilgilendirmekte. Göçmenlerin kendine özgü istemlerini de ele almakta. Aynı şekilde Kasım 1981 de yapılan CGT'nin Göçmen Emekçiler V.Konferansının çalışmaları da göz önüne alınmakta.

Konfederasyon Yönetim Kuruluna 5 göçmen emekçi seçildi Bunlar diğer arkadaşları ile birlikte hak eşitliğiyle görevlerini yerine getirecekler.

Simdi 41. Kongre kararlarını yaşama geçirmek, değişimlerin gerçekleşmesi için mücadele vermek gerekmektedir; Değişimlere karşı çıkan sağa ve patronlara karşı, sosyal, ilerici, ırkçılığa karşı hak eşitliği ve onura saygı temellerine dayalı bir politikanın gerçekleştirilmesi için mücadele vermek gerekmektedir.



LOS INMIGRADOS EN EL 41 CONGRESO DE LA C.G.T.

El 41 Congreso Confederal de la C.G.T. ha sido un acontecimiento señalado después de los cambios históricos de mayo y junio de 1981.

Los problemas de los inmigrados han ocupado su puesto en el congreso, sobre todo teniendo en cuenta que los inmigrados acababan de realizar grandes luchas en las fábricas de automóviles, en los tajos de la construcción, en la agricultura, en la química, etc..., y que 10 000 de ellos han dado su adhesión a la C.G.T. en estos últimos meses.

El Congreso ha sido particularmente marcado por la llegada de una importante delegación de trabajadores de CITROËN, la mayor parte inmigrados, y también por las intervenciones en la tribuna y por el stand de la inmigración.

Todas las reivindicaciones generales inscritas en el programa de acción adoptado por el Congreso interesan a los inmigrados y también sus reivindicaciones específicas son tomadas en consideración, así como los trabajos de la V Conferencia Nacional C.G.T. sobre los problemas de la inmigración que tuvo lugar en noviembre de 1981.

Los cinco militantes inmigrados elegidos para la Comisión Ejecutiva Confederal cumplirán sus tareas en ella con iguales derechos que los otros camaradas.

Actualmente se trata de realizar las decisiones del 41 Congreso de la C.G.T. Y de luchar para el logro del cambio contra la patronal y la derecha que se oponen a ello y para que el gobierno se dé los medios de llevar a cabo la política de inmigración que él ha anunciado: social, progresista, antirracista, por la igualdad de derechos, la dignidad y la seguridad.

Hamed DEJBNA

Tunisien - CITROEN

FINIS LES CADEAUX POUR LES CHEFS !!!

« Avant, la première chose, c'était l'obligation de prendre la carte de la C.S.L., obliger, quand on rentre du pays, d'offrir, de ramener au chef, au contremaître ou au chef d'atelier un cadeau du pays.

Si vous ne ramenez pas de cadeau du pays, comme moi par exemple, on vous change de poste.

Au pays, on est informé de notre lutte, le vice-président de l'UGTT m'a informé que notre lutte chez CITROEN est arrivée jusqu'en Tunisie, même nos parents, nos amis vivant au pays, étaient au courant et ils sont très contents. »

José SALGUEIRO

Portugais

Fédération de la Chimie

UNE COMMISSION IMMIGREE,

POUR QUOI FAIRE ?

« Quelle conception la C.G.T. peut avoir de la commission de l'Immigration, que ce soit au niveau du syndicat, comme au niveau d'une Union Locale, d'une Union Départementale ou d'une Fédération ?

On sait qu'il y a des revendications générales qui sont prises en compte par tout le monde, mais sous les catégories, il y a des revendications donc générales qui en deviennent spécifiques, par exemple dans les conditions de travail : la réduction du temps de travail et la cinquième semaine, c'est des revendications générales mais pour les immigrés, ça apporte une autre dimension dans la mesure où la cinquième semaine séparée du congé principal, pour les immigrés, ça ne représente pas grand chose, donc voilà une revendication spécifique à cette classe, à cette spécificité de la main d'œuvre immigrée : pouvoir accoler la cinquième semaine au congé principal.

Le rôle de la commission immigration : dans un syndicat qui fonctionne normalement avec des élus qui prennent en compte les revendications du personnel, il doit y avoir des élus femmes, jeunes et immigrés, comme aussi des élus cadres, qui apportent au sein du syndicat leurs problèmes spécifiques qu'ils étudient, afin qu'ils y réfléchissent et qu'ils amènent cette réflexion au centre du syndicat de façon à ce que le syndicat prenne en compte ces revendications qui sont propres à ces catégories de personnel.

C'est difficile à un type qui a 50 ans, de comprendre les besoins d'un gars de 20 ans, et c'est difficile à un homme de comprendre les problèmes d'une femme, c'est difficile à un ouvrier de comprendre les problèmes d'un cadre.

Pour les immigrés, c'est pareil : d'où la nécessité de faire jouer son rôle à la Commission Immigration. »

René PARISOT

Français

Secrétaire de l'Union locale de AULNAY (93)

LA REMISE EN CAUSE D'UNE CERTAINE MANIERE DE PRODUIRE A TRAVERS LE CONFLIT DE CITROEN

« Sortant d'un conflit du livre (Chaix), je rentre dans un autre qui est totalement différent au point de vue de la lutte, et je crois que ce qu'on peut tirer des enseignements de la lutte des travailleurs de CITROEN, c'est qu'ils ont évacué la peur, les menaces, et gagner la volonté de changer qui s'inscrit dans le cœur des camarades O.S.

Et, c'est démonstratif, parce qu'on peut s'apercevoir avec quelle force motrice les O.S. de CITROEN, que ce soit des travailleurs français ou immigrés, peuvent contribuer à relancer l'économie nationale du pays, et s'inscrire pour la démocratie dans l'entreprise avec les droits, les libertés et le respect de la dignité. Si on veut que l'industrie automobile se développe, et bien il faut effectivement donner les moyens aux travailleurs de s'exprimer et d'intervenir dans la marge prévue dans l'entreprise. Comment fabriquer tel ou tel produit, quelle est sa finalité ?

Aujourd'hui, on peut même dire que c'est eux qui représentent, plutôt que la Direction de CITROEN, la garantie du développement de l'automobile, de CITROEN.

Finalement, on voulait faire passer au travers de ce conflit les travailleurs C.G.T. comme des casseurs d'économie nationale.

Or, tout ce qui s'est passé durant le conflit nous montre que si la direction avait accepté dès le départ les propositions sérieuses des responsables de la C.G.T., il n'y aurait pas eu perte de production pendant cinq semaines.

La question de fond qui est posée, et ce qui est différent par rapport à la « logique du CNPF », c'est effectivement comment on va utiliser « les profits », et vers quelle orientation on va les faire, ces profits qu'ils ont réalisés : est-ce que ça va être encore pour une poignée d'individus qui vont continuer à exploiter les travailleurs, ou bien les richesses créées par les travailleurs vont être redonnées à l'ensemble de la nation.

A travers la lutte des O.S. de CITROEN, c'est toute la question qui est posée par rapport à l'intervention des travailleurs, leurs droits dans l'entreprise sur la marche et l'économie même de l'usine, de l'entreprise où ils travaillent et par rapport à l'économie nationale.



Ont également participé aux interviews au stand de La Tribune durant le 41^e congrès de la CGT les camarades

MOUSSOUNI AKRI, Algérien ; ASSAOU BOUFEDJA, Marocain ; SALTANE BINNET, Turc ; VALTORTA CHARLES, Italien.

Ils abordèrent quelques points qui leur tenaient à cœur : le racisme, les femmes, les agences de voyage, les luttes, les succès, la titularisation des travailleurs immigrés dans la fonction publique, etc.

Des camarades africains ont également apporté leur contribution à ces débats, notamment les camarades : MOUSSA N'DONRG, Sénégalais, GANDEGA, Malien, et SARR Abou, Mauritanien.

Certains d'entre eux ont été particulièrement actifs tout au long du conflit Citroën.

Nous remercions tous les camarades qui ont participé à l'animation, aux interviews et au succès du stand de La Tribune.

العمال المهاجرين في المؤتمر الحادي و

الاربعين

كان المؤتمر الحادي و الاربعين حدثنا تاريخيا هاماً بعد التغييرات التاريخية التي حصلت اثر رمای و جوان 1981 .
اذ اتخذت مشاكل المهاجرين المكان الذي تستحقه و خصوصا بعد النضالات العظيمة التي قام بها العمال المهاجرين في معامل السيارات، في حضائر البناء، في القطاع الفلاحي، في الصناعات الكيماوية، وغيرها... و اثر انضمام 10.000 عامل مهاجر الى اتحاد السرج. من خلال هاته الاشهر الاخيرة.
نأن لحضور وفد الثعماز فيلما ستروان الوقعا كبيرا في المؤتمر كان اغلبهم مهاجرين، كما كان لكلمات التي القيت وللجناح الخاص بالهجرة اهمية كبيرة. ضبط المؤتمر في برنامجه العملي مطالب عامة تم العمال المهاجرين، بل انه تبني مطالب اساسية خاصة بهم و اتية منهم زد على ذلك اشغال السندوة الوطنية الخامسة التي عقدها اتحاد السرج. من في خصوص الهجرة في نوفمبر 1981 .
و سيقوم المناضلين المهاجرين الخمس المنتخبين في اللجنة التنفيذية للاتحاد بمهامهم كاملة و بسواة مع رفاقهم الاخرين .
اما المهام المطروحة اليوم هي كيف يتم تطبيق قرارات المؤتمر الحادي و الاربعين لمحاربة الاعراف و اليمين المعادية لها، ولكي تقوم الحكومة بايجاد الوسائل العملية لتحقيق السياسة الجديدة للهجرة التي اعلنت عنها وهي سياسة اجتماعية، تعليمية و التفرصية تهدف الى العدالة و المساواة في الحقوق و تضمن الكرامة و الامن .

CINQ IMMIGRÉS MEMBRES DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE CONFÉDÉRALE DE LA CGT

Le Congrès a élu la Commission Exécutive Confédérale composée de 124 membres et la Commission financière et de contrôle de 6 membres.

Parmi les membres de la Commission Exécutive, on compte 5 immigrés dont 3 nouveaux élus :

SASSI Habib, tunisien, secrétaire de la Fédération de la Construction, réélu.

VALTORTA Charles, italien, ouvrier chez Peugeot Mulhouse, membre du Bureau de l'Union Départementale du Haut-Rhin,

membre de la Commission Confédérale CGT de l'immigration, réélu.

BENKHELOUF Boualem, algérien, membre du Secrétariat National CGT de l'immigration, membre de la Commission Exécutive de la Fédération de la Construction.

MOKTARI Mohamed, marocain, secrétaire du Syndicat CGT Renault-Billancourt.

SALGUEIRO José, portugais, technicien chez Valentine à Gennevilliers, membre de la Commission Exé-

cutive de la Fédération des Industries chimiques, membre de la Commission Confédérale CGT Immigration.

Comme l'a déclaré André Allamy en présentant les candidatures au Congrès : « Ces camarades occupent déjà avec compétence, d'importantes responsabilités dans leurs organisations. Leur candidature à la direction de la CGT est fidèle à la belle formule qui est notre règle d'or : Une seule classe ouvrière, un seul syndicat. Et c'est à part entière qu'ils participeront à la direction de la CGT ».



Joannès GALLAND, réélu secrétaire confédéral, responsable des questions Europe, BIT, ONU a été chargé en outre des questions de l'immigration au sein du Bureau Confédéral en remplacement de René LOMET.

UNE SÉANCE INTERNATIONALE A LA HAUTEUR DE LA SITUATION

78 délégations d'affiliations diverses venues de tous les continents ont répondu à l'invitation de la CGT.

Une séance internationale a été réservée pendant le Congrès sous la présidence de Joannès GALLAND, marquée par une intervention d'ouverture de Pierre GENSOUS.

Ont pris la parole à la tribune :

SANDOR GASPAR : président de la F.S.M.

N'GUYEN VAN TANH : secrétaire général adjoint de la Confédération Mondiale du Travail.

Madame GALABERT : directrice du Bureau International du Travail de Paris.

Djemem HALENE : secrétaire général adjoint de la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (CISA).

Abdoulaye DIALLO : secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA).

Eduardo CASTILLO, membre du Comité Exécutif du Congrès Permanent d'Unité Syndicale des Travailleurs d'Amérique Latine (CUSTAL).

Participaient en tant qu'observateurs :

R. KARSON, de l'Université du Michigan.

M. BARNES, des États-Unis d'Amérique.

Le 41^e Congrès a voté un appel pour le Liban en s'élevant vigoureusement contre les massacres des agresseurs.

La solidarité internationale n'est pas un vain mot, comme l'a démontré cette séance solennelle.



Le stand de « LA TRIBUNE » a eu le plaisir de recevoir de nombreux représentants des Centrales Syndicales des pays d'origine et les délégués CGT participant au Congrès.

Une ambiance fraternelle et sympathique, on a discuté, envisagé de nouvelles rencontres et on a trinqué à la solidarité ouvrière internationale, à de nouveaux succès pour les immigrés.

On a même arrosé la victoire de l'équipe algérienne au Mondial sur l'équipe de l'Allemagne de l'Ouest !...



Au mois de juin dernier, la C.G.T. a rencontré l'A.E.F.T.I. pour faire le point sur les problèmes communs de la formation des immigrés.

Les deux organisations ont publié une déclaration dont nous reproduisons les passages essentiels ci-dessous :

RENCONTRE C.G.T. — ASSOCIATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET DE LEURS FAMILLES

La C.G.T. et l'A.E.F.T.I. soulignent tout d'abord que : « L'alphabetisation, la mise à niveau, la formation professionnelle sont des exigences que le gouvernement de gauche se doit de prendre en compte en concertation avec les syndicats et le secteur associatif qui militent pour la réussite du changement. Faute de cela, les « droits nouveaux » se révéleraient très vite formels et inconsistants. »

Constatant que le gouvernement ne répond pas aujourd'hui aux besoins des immigrés, que des associations de formation sont mises en difficulté, la C.G.T. et l'A.E.F.T.I. ont réaffirmé un certain nombre de positions :

1) Le droit au séjour doit signifier en même temps pour ceux qui en bénéficient le droit à la formation et au développement de leur culture ;

2) Le 1 % pour la formation professionnelle bénéficie principalement à ceux qui sont déjà le plus formés. Il faut que ce 1 % soit utilisé de façon à ce que les immigrés en bénéficient au moins dans la même proportion que les autres travailleurs ;

3) L'organisation et la gestion des formations doivent se faire sous la responsabilité d'un secteur public démocratisé ;

4) Dans la situation actuelle, l'administration et la gestion des problèmes de l'immigration et en particulier le Fonds d'Action Sociale, doivent être démocratisées et régionalisées, son financement assuré progressivement par d'autres sources que les régimes de prestations familiales ;

5) Les formateurs doivent recevoir une formation spécifique et bénéficier d'un statut cautionné par l'État.

L'A.E.F.T.I. et la C.G.T. sont décidées à renforcer leur coopération à tous les niveaux depuis l'entreprise jusqu'au plan national, à confronter leurs analyses et leur activité afin d'agir d'un commun accord dans l'intérêt des travailleurs immigrés et de leurs familles.

Pour la C.G.T. :

Marius APOSTOLO - Boualem BENKHELOUF
Jean LAULHERE

Pour l'A.E.F.T.I. :

Odette DOUEK - Dominique LAHALLE
François MARDON

ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

Au mois de janvier 1983 doivent avoir lieu les élections aux chambres d'Agriculture.

Un projet de décret est en préparation, il exclut les immigrés (hors CEE) du droit de vote.

La C.G.T. avec sa fédération Agro-Alimentaire et Forestière est intervenue auprès du ministre de l'Agriculture, qui jusqu'à présent n'a pas encore donné de réponse positive à la demande de la C.G.T.

Cette discrimination est d'autant plus incompréhensible que les immigrés sont fort nombreux dans cette corporation, et que d'autre part les travailleurs immigrés ont obtenu le droit de vote aux conseils des prud'hommes.

Les travailleurs immigrés comme les français cotisent à la Mutuelle Sociale Agricole donc ils doivent pouvoir voter.

La C.G.T., dans son intervention auprès du ministre de l'Agriculture, Edith CRESSON, et du secrétaire d'État chargé des immigrés, François AUTAIN, considère qu'il faut mettre un terme à ces discriminations inadmissibles et accorder le droit de vote aux immigrés, tant aux chambres d'Agriculture qu'à la Mutuelle Sociale Agricole.

La C.G.T. demande également une entrevue avec les ministères concernés afin d'examiner les moyens de régler positivement cette importante question.

Les travailleurs immigrés voteront en masse

AUX ÉLECTIONS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES le 8 décembre 1982

L'enjeu est d'une très grande importance pour l'ensemble des travailleurs de France.

Il s'agit de faire progresser dans de nombreux secteurs l'influence de la C.G.T. pour mieux défendre les travailleurs et par conséquent les travailleurs immigrés.

Les travailleurs immigrés, comme les travailleurs français, sont intéressés par ces élections :

Ils sont des milliers à faire recours aux prud'hommes, du fait qu'ils sont le plus souvent les plus exploités d'une façon honteuse par le patronat.

Des sommes considérables d'argent ont été restituées, en les arrachant aux patrons, à l'occasion de conflits juridiques grâce aux conseillers prud'homaux C.G.T.

Donc voter, c'est mettre en échec les manœuvres patronales qui tentent par tous les moyens de priver les travailleurs d'un outil indispensable pour la défense de leurs intérêts, que sont les conseillers des prud'hommes.

Nous rappelons que seule la C.G.T. a mené une bataille pour faire reporter l'échéance des inscriptions, afin que les travailleurs usent de leurs droits.

Malgré les tentatives d'entraver le bon déroulement de la campagne prud'homale de la part des patrons, le 8 décembre les travailleurs immigrés apporteront des milliers et des milliers de voix supplémentaires aux conseillers prud'homaux C.G.T.

Ainsi, avec les travailleurs français, ils se donneront des conseillers prud'homaux capables de les défendre avec sérieux, comme l'ont toujours fait les conseillers prud'hommes C.G.T.

A l'occasion des précédentes élections prud'homales de 1979, les travailleurs immigrés ont fait confiance à la C.G.T. ; le 8 décembre ils renouvelleront cette marque de confiance.

La C.G.T. regrette toutefois que les travailleurs immigrés ne soient pas éligibles comme les travailleurs français aux conseils de prud'hommes, comme elle l'avait demandé.

RÉVISION DES BARÈMES DES ALLOCATIONS FAMILIALES TRANSFÉRÉES AUX PAYS D'ORIGINE

Nous rappelons que depuis le 1^{er} janvier 1982, de nouveaux barèmes des indemnités dues par les institutions françaises aux familles d'immigrés résidant au Portugal, en Yougoslavie et en Turquie sont les suivants :

PORTUGAL :

- Pour deux enfants 210 F
- Pour chaque enfant à partir du troisième 105 F

En ce qui concerne l'octroi des indemnités pour charges de famille aux enfants des travailleurs portugais en France qui poursuivent leurs études au Portugal, la rémunération mensuelle maximum au-delà de laquelle les dites indemnités ne sont plus versées est fixée à 5.350 escudos.

YOUGOSLAVIE :

- Pour deux enfants 255 F
- Pour trois enfants 420 F
- Pour quatre enfants 556 f
- Pour chaque enfant à partir du troisième + 122 F

TURQUIE :

- Pour un enfant 65 F
- Pour deux enfants 215 F
- Pour quatre enfants et plus 365 F

L'âge limite de versement des dites indemnités est de 16 ans.

L'OPÉRATION RÉGULARISATION TOUCHE A SA FIN MAIS DES PROBLÈMES RESTENT A RÉSOUDRE

L'opération exceptionnelle de régularisation touche à sa fin et la CGT apprécie les résultats positifs qui ont été obtenus.

En effet, selon les derniers chiffres connus pour la période du 1^{er} septembre 1981 au 30 juin 1982, les directions départementales du travail ont enregistré 121.042 demandes de régularisation.

96.500 dossiers ont fait l'objet d'un avis directement favorable et 8.254 dossiers ont été acceptés par les commissions départementales. 10.848 dossiers n'ont pas été acceptés par ces commissions.

Il n'en demeure pas moins que nous enregistrons de nombreux cas litigieux dans divers départements.

La CGT a saisi François AUTAIN, secrétaire d'État d'un recours collectif pour des immigrés dont la situation mérite d'être régularisée, même si toutes les conditions ne sont pas remplies ; les immigrés n'ont pas toujours été bien informés, des employeurs ont mis des entraves inadmissibles, certains cas présentent un caractère humain indéniable, des immigrés ont perdu leur emploi parfois après plusieurs années de travail en France.

En tout état de cause, la CGT ne peut accepter que l'on oppose la situation de l'emploi à des demandes de régularisation, voire de renouvellement des cartes de travail et de séjour, car les immigrés, pas plus que les Français, ne sont pas responsables du chômage.

Cependant, il est bien clair que la CGT ne réclame pas la « régularisation sans condition », qu'elle s'est prononcée pour la suspension de l'immigration, pour un contrôle approprié aux frontières, contre le travail clandestin.

Il y va de l'intérêt des immigrés qui travaillent en France, comme des Français et la CGT continue à se battre pour l'égalité des droits pour tous.

Au discours de rentrée de Pantin, Henri Krasucki a lancé la quinzaine d'information et d'action

Le 8 septembre, à la porte de Pantin, les militants de la C.G.T. étaient nombreux venus entendre le discours de rentrée de Henri KRASUCKI, secrétaire général de la C.G.T., soulignant qu'en cette période de reprise de l'activité professionnelle, « les espoirs sont mélangés d'incertitudes et même de certaines inquiétudes sur les perspectives économiques et sociales ».

Il rappelait que « nous voulons que les transformations, les réformes progressistes engagées et celles qui devront l'être réussissent et nous agissons dans ce but ». C'est dans ce sens que la C.G.T. a décidé

d'organiser du 13 au 25 septembre une quinzaine nationale d'information, de débats, de mobilisation et d'actions.

Cette quinzaine porte sur les questions essentielles du pouvoir d'achat et de la protection sociale, des prix, des mesures de justice fiscale, du développement industriel et de l'emploi, des droits des travailleurs et de leur rôle dans la vie des entreprises.

Les immigrés aussi sont concernés par cette importante initiative et nul doute qu'ils seront dans le coup pour défendre les revendications générales et leurs revendications particulières.



HALTE AUX MASSACRES DU LIBAN Reconnaissance des droits du peuple palestinien

Le 6 juin, l'armée israélienne envahissait le Liban, foulant aux pieds résolutions de l'O.N.U. et vote du conseil de sécurité, Israël a déversé sur Beyrouth, durant plus de 2 mois, un véritable déluge de bombes, sans aucune pitié pour la population civile.

Les morts se chiffrent par millions. 6.775 personnes ont été tuées et près de 30.000 autres blessées parmi lesquelles plus de 80 % de civils.

Dès le premier jour de l'invasion, la C.G.T. exigeait « le retrait immédiat de l'armée israélienne, le respect de la souveraineté et de l'unité territoriale du Liban ».

L'émotion et la réprobation en France ont été vives. La C.G.T. a été à l'initiative et a soutenu durant toute cette période de nombreuses manifestations organisées pour la solidarité avec le peuple palestinien et son représentant, l'O.L.P. et le peuple libanais.

Lors du 12^e sommet arabe à Fès (Maroc), un important accord unanime des pays arabes a été signé portant sur un plan de règlement des problèmes du Proche-Orient. Ce plan comprend la reconnaissance d'Israël, le retrait d'Israël du Liban et de tous les territoires occupés, l'O.L.P. reconnue comme seul représentant légitime du peuple palestinien, la création d'un État palestinien ayant Jérusalem pour capitale, la reconnaissance du droit de tous les États de la région à vivre en paix, garantie par les Nations Unies. (A l'heure où nous mettons sous presse, le communiqué final n'est pas encore publié).

Cet accord est un événement d'une portée considérable, puisqu'il montre au monde entier la volonté de paix des Palestiniens, d'une part, et du monde arabe, d'autre part.

Aujourd'hui, Israël n'a plus aucun prétexte pour se dérober à des négociations.

La C.G.T., quant à elle, continue et continuera ce combat jusqu'au bout, pour la paix et la liberté des peuples dans la région. Elle vient de proposer une action commune aux Centrales Syndicales Mondiales, afin de contribuer à rétablir la paix au Liban, qui permettrait l'ouverture des négociations, afin d'aboutir à une solution équitable garantissant les droits de tous les peuples de cette région du monde, de mettre ainsi fin aux massacres, et aider les victimes de cette guerre à sortir de leurs cruelles difficultés.

